LEONARDI Cherry & SANTSCHI Martina (EDS.). —
*Dividing Communities in South Sudan and Northern
Uganda. Boundary Disputes and Land Governance*

Emmanuelle Veillet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/32928>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.32928

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2020

Pagination : 1034-1037

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Emmanuelle Veillet, « LEONARDI Cherry & SANTSCHI Martina (EDS.). — *Dividing Communities in South Sudan and Northern Uganda. Boundary Disputes and Land Governance* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 240 | 2020, mis en ligne le 02 décembre 2020, consulté le 06 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/32928> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.32928>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2023.

Tous droits réservés

LEONARDI Cherry & SANTSCHI Martina (EDS.). — *Dividing Communities in South Sudan and Northern Uganda. Boundary Disputes and Land Governance*

Emmanuelle Veuillet

RÉFÉRENCE

LEONARDI Cherry & SANTSCHI Martina (EDS.). — *Dividing Communities in South Sudan and Northern Uganda. Boundary Disputes and Land Governance*. London, Rift Valley Institute, 2016, 160 p., bibl., ill.

- 1 Outre une étude précieuse sur l'évolution et les transformations récentes des régimes fonciers en Ouganda et au Soudan du Sud, l'ouvrage de C. Leonardi et M. Santschi offre une perspective critique des conflits fonciers et frontaliers, analysés comme le produit de dynamiques sociopolitiques mouvantes. Pour les auteures, il est impossible de comprendre ces conflits sans tenir compte de la relation historique complexe et éminemment fluide qui lie identité, régimes fonciers, décentralisation politique et démarcation des frontières (internationales comme des unités administratives) (p. 13). Afin de réellement saisir les enjeux posés par ces conflits, il est nécessaire de dépasser, selon elles, le cadre de la législation et des politiques nationales pour explorer à une échelle plus locale les pratiques, règles et mécanismes sur lesquels les personnes s'appuient pour faire valoir leurs droits sur la terre. Les stratégies, négociations et navigations menées par les différents acteurs concernés, qu'ils soient des personnalités politiques et économiques dominantes, des autorités intermédiaires ou des individus ordinaires, constituent le cœur de leur analyse (p. 16).

- 2 Les hypothèses formulées se basent sur une recherche qualitative¹ que les auteures ont menée suivant une démarche comparative à partir de deux terrains de recherche : le premier étant une région frontalière entre le Soudan du Sud (*county* de Kajo Keiji) et l'Ouganda (le *district* de Moyo), et le second étant le *county* d'Aweil, situé au nord du Soudan du Sud.
- 3 Cette note de recherche, publiée dans la série « Contested Borderlands » du Rift Valley Institute, forme un ouvrage court (160 pages) et dense. Après une première partie qui revient sur le contexte sociohistorique des conflits analysés, se succèdent trois parties thématiques abordant la question de la démarcation de la terre, des systèmes de gouvernance mis en place, et de l'application des différents systèmes de droits fonciers.
- 4 La première partie de l'ouvrage se consacre à replacer les conflits fonciers étudiés dans leur contexte historique. En faisant cela, les auteures souhaitent réfuter l'inévitabilité supposée de ce genre de conflits en montrant que ces disputes s'inscrivent toutes dans une histoire relativement longue dont le degré de conflictualité est très variable. De plus, ce retour historique permet de souligner le caractère déterminant de la période coloniale au cours de laquelle est introduit le concept de « frontière », entendu alors comme une délimitation fixe et exclusive des territoires et des populations qui y résident. Cette définition fixiste, à la base du projet d'administration coloniale, avait pour dessein de faire correspondre les frontières des territoires administratifs aux frontières des groupes ethniques. Or, ce projet allait à l'encontre des réalités sociales, culturelles de ces régions-là qui se définissaient d'abord par la fluidité et la mixité des relations entre groupes ainsi que par l'importance des flux d'échange et de personnes (p. 26). Bien que rapidement mis en échec et abandonné par les autorités coloniales, les chercheuses montrent comment ce dessein colonial a forgé un projet politique à part entière, autour d'une vision excluante et figée des droits de la terre, qui sera finalement repris par les gouvernements postcoloniaux (pp. 44-45).
- 5 Dans une deuxième partie, les auteures analysent la politisation croissante des disputes de démarcation de frontières, s'agissant aussi bien de frontières administratives locales qu'internationales et ce, dans la période postcoloniale. Pour C. Leonardi et M. Santschi, le modèle de décentralisation politique choisi et mis en œuvre par les gouvernements sud-soudanais et ougandais associe au territoire et à son contrôle une valeur politique nouvelle. Désormais, le fait de représenter un groupe ethnique ou un clan sur un territoire donné devient un argument légitime pour obtenir une représentation administrative et politique, l'accès à des services et, ainsi, faire valoir des droits collectifs comme individuels. Ce phénomène se traduit depuis les années 1990-2000 par la multiplication, aux échelons locaux et régionaux, d'administrations de plus en plus homogènes ethniquement. En effet, le modèle de décentralisation mis en place reprend à son compte l'idée développée par les autorités coloniales selon laquelle un groupe ethnique est territorialisé et qu'un territoire est forcément « mono-ethnique » (p. 60). Cet usage rigide de l'identité à des fins de représentation politique et de contrôle territorial nie complètement la complexité des relations entre les personnes et les territoires qu'elles occupent et crée de fortes tensions dans les zones où, depuis plusieurs décennies, différents groupes cohabitent et partagent le même territoire. L'intensification des disputes autour des terres et de leur démarcation résulte, pour les auteures, de la valorisation politique et économique croissante du foncier et des nouvelles logiques de compétition et d'exclusion qu'elle suscite en retour (p. 69).

- 6 Dans la troisième partie, les auteures poursuivent cette réflexion autour du modèle de décentralisation en approfondissant cette fois les effets de l'hybridité des régimes fonciers. En effet, la décentralisation du système politique, au Soudan du Sud comme en Ouganda, s'est accompagnée d'une plus grande reconnaissance des autorités dites « coutumières » qui ont été pleinement intégrées au système administratif et exécutif local. Cette institutionnalisation entérine une gouvernance hybride, que l'on retrouve ailleurs, avec la reconnaissance à la fois d'un régime foncier coutumier et d'un régime de propriété privée, marchand, sur base contractuelle. Si, au départ, ce pluralisme légal s'est traduit dans la pratique par des arrangements entre les différents échelons de l'administration locale et les chefs coutumiers (p. 83), l'urbanisation et la marchandisation croissante des terres ainsi que les plans de développement, encouragés par les gouvernements centraux, ont abouti à une mise en concurrence accrue des autorités locales responsables de ces nouvelles transactions rémunératrices (pp. 90-94). Même si les autorités coutumières ont obtenu une plus large reconnaissance de leur rôle et de leurs responsabilités dans le système de gouvernance, leur intégration semble surtout permettre aux gouvernements nationaux de bénéficier de leur légitimité pour étendre leur contrôle et justifier de nouvelles pratiques de gouvernance (p. 95).
- 7 L'évolution des droits fonciers individuels et collectifs au sein de ce système de gouvernance hybride est abordée dans la dernière partie de l'ouvrage. En effet, la reconnaissance du régime foncier coutumier dissimule une transformation accélérée vers un régime de propriété privée, dans lequel la terre est d'abord considérée comme une marchandise, qui alimente en retour de nouveaux conflits et logiques de compétition, non seulement entre autorités mais aussi au sein de la population. Les auteures insistent sur le bouleversement culturel et social qu'a représenté cette monétarisation soudaine de la terre, modifiant le système de valeur ainsi que l'ensemble des pratiques individuelles et collectives qui structuraient le régime foncier préexistant. Les tensions se cristallisent notamment autour de la question de la propriété privée, un concept sur lequel se fondent ces nouvelles transactions financières et qui n'existait pas en tant que tel dans le régime foncier coutumier préexistant (p. 104). L'affirmation du principe de propriété privée par les autorités locales ainsi que l'emphase mise par certains chefs sur la primauté des droits fonciers obtenus par héritage patrilinéaire au détriment d'autres droits résultent notamment de ces nouvelles formes de concurrence (p. 122). Sécuriser son droit foncier individuel prend le pas sur la nécessité de maintenir un système de droits plus exhaustifs et collectifs garantissant une gestion plus négociée et partagée des ressources. Le système hybride de gouvernance tel qu'il s'est mis en place entérine un certain nombre de rapports de domination et renforce les inégalités entre individus, en favorisant les personnes les mieux dotées économiquement et socialement (pp. 133-134).
- 8 Finalement, le travail de C. Leonardi et M. Santschi met en lumière les transformations successives des régimes fonciers et des pratiques de gouvernance autour des terres au Soudan du Sud et en Ouganda, et les potentielles sources de conflit qu'elles induisent. Cet ouvrage offre un état des lieux empirique qui nourrit sans la citer — et c'est notre principale critique du livre — la riche littérature qui existe sur ces questions de conflits et de régimes fonciers. Il ouvre de nombreuses pistes de réflexion sur les effets du pluralisme légal, de la marchandisation croissante de la terre et de l'individualisation des droits fonciers dont la pertinence transcende le cas des deux régions étudiées.

NOTES

1. Les matériaux empiriques se constituent d'entretiens *in situ* ainsi que d'un travail archivistique et documentaire.

AUTEURS

EMMANUELLE VEUILLET

Centre européen de sociologie et science politique (CESSP), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris